

CLIMAT Christophe Nuttall, directeur des partenariats innovants au PNUD⁽¹⁾, à Genève

« Les régions sont en première ligne pour gérer la planète »

Face à l'urgence climatique, les Régions peuvent-elles réussir là où les États peinent à s'entendre ? Pour Christophe Nuttall, les crises actuelles qui secouent la planète ne trouveront pas de réponse sans une nouvelle gouvernance.

IDF: Beaucoup d'observateurs soulignent le résultat en demi-teinte du sommet de Copenhague sur le réchauffement climatique. Avec le recul, partagez-vous cette analyse ?

CHRISTOPHE NUTTALL: L'année 2009 a soufflé le chaud et le froid sur la négociation climat. L'actuel accord, non contraignant juridiquement et comprenant une série de mesures volontaires, a été signé par 42 pays de l'annexe 1 – dont les 27 de l'Union européenne – et 31 pays émergents et en développement.

Le fait que les chefs d'État ne soient pas parvenus à un résultat tant attendu peut générer une certaine frustration et même des séquelles diplomatiques. Du coup, il est à craindre qu'aucun traité ne soit trouvé à court et à moyen terme, réservant au traité de Kyoto 2 le même sort que les accords de Doha sans cesse prolongés.

IDF: Des initiatives voient le jour pour renforcer les coopérations entre les collectivités locales, notamment avec le R20. Que peut-on en attendre ?

CHRISTOPHE NUTTALL: Ne perdons pas de vue l'importance de la négociation internationale. Toutefois, des acteurs commencent à se mobiliser afin d'envisager un plan B qui permettrait de poursuivre la mise en place de mesures ambitieuses. Il est désormais acquis que l'argent public seul ne suffira pas à prendre la mesure des défis posés et à faire face aux impacts des changements climatiques. Il apparaît donc urgent de concentrer les efforts de la communauté internationale vers le développement et la mise en place d'instruments susceptibles de créer un environnement favorable aux investissements privés. Cette ambition est portée par plusieurs associations de Régions – dont le Climate Group et le Réseau de Gouvernements régionaux sur le développement durable (NRG4SD) – et par le R20 afin de mettre en place une banque d'investissements verts.



IDF: L'émergence des collectivités locales en tant qu'acteurs face au réchauffement climatique ne crée-t-elle pas un risque de dilution des politiques publiques ?

CHRISTOPHE NUTTALL: C'est tout le contraire ! Elle doit permettre d'abandonner l'approche actuelle, qui favorise de petits projets dispersés, au profit d'une logique d'articulation et d'intégration ambitieuse à l'échelle d'un territoire. C'est pour cela que le PNUD a mis en place le programme « approche territoriale des changements climatiques » en octobre 2008.

IDF: La crise n'a-t-elle pas tendance à remettre sur le devant de la scène les États, au détriment des autorités régionales ?

CHRISTOPHE NUTTALL: Face aux crises financière, économique, sociale, énergétique, alimentaire et environnementale, la gestion de notre planète a besoin d'une gouvernance, qui allie le souci de s'insérer dans la globalisation et le besoin de proximité, en s'identifiant à un territoire maîtrisé. Dans ce contexte, les associations ou réseaux de villes et de Régions prennent plus de poids. Cela se manifeste par l'essor de la coopération décentralisée. Elle ne se limite plus à une vocation humanitaire et culturelle.

DATES

1961
Naissance à Saint-Brieuc.

1989
Conseiller scientifique au ministère des Affaires étrangères à Paris.

2005
Rejoint le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD). Directeur de la plateforme des partenariats innovants.

2009
Participe à l'Assemblée générale des Régions d'Europe, pour reconnaître le rôle des régions dans la lutte contre le réchauffement climatique.

Elle se traduit de plus en plus par des projets économiques, véritables moteurs du développement.

IDF: Les Régions-métropoles ont-elles un rôle particulier à tenir ? Qu'en attendez-vous ?

CHRISTOPHE NUTTALL: Les Régions, surtout les métropolitaines, ont un poids considérable. Rappelons que les réglementations promulguées par la Californie sur les pots d'échappement et les carburants ont fait école aux États-Unis, l'administration américaine s'alignant sur la régulation californienne. Autre exemple avec l'État de Saô Paulo, qui a pris des engagements très ambitieux en matière de lutte contre le changement climatique. Quelques mois après, le président Lula s'inspirait de ces mesures pour engager l'État fédéral brésilien sur cette voie. Dans une moindre mesure, en France, le Grenelle de l'environnement s'est inspiré des initiatives lancées par les collectivités territoriales. La Région Île-de-France peut devenir le moteur européen comme l'est la Californie pour l'Amérique du Nord. ●

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR PIERRE CHAPDELAIN

(1) Programme des Nations unies pour le développement (PNUD).

CHIFFRES CLÉS

50 à 70 % des actions de réduction des émissions de CO₂ ont vocation à être mises en œuvre par les Régions.

Coopérant avec le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) afin de promouvoir une approche territoriale des changements climatiques, l'Assemblée des Régions d'Europe regroupe **270** Régions de **33** pays et **16** organisations interrégionales.
Site : www.aer.eu.

Le 4 mars, **20** Régions ont signé la Déclaration de Paris Île-de-France réaffirmant leur volonté commune de lutter contre le réchauffement climatique. En plus de l'Île-de-France, on retrouve dans cet appel la Bavière, l'Écosse, le Pays Basque, la Toscane, la Région Rhône-Alpes, la Catalogne...